

MAÎTRISE D'ŒUVRE VRD POUR LES INFRASTRUCTURES DÉDIÉES À L'OPÉRATION BAOBAB

MARCHE DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

REGLEMENT DE LA CONSULTATION
(R.C)

Maître de l'ouvrage : Communauté Intercommunale du **NO**rd de la **Ré**union
3 , rue de la Solidarité – CS 61025 - 97 495 Sainte Clotilde CEDEX
(Réunion – France)

ATTENTION : A compter du 1^{er} OCTOBRE 2018, Toutes les communications et tous les échanges d'informations (*retrait du DCE, demande d'obtention de renseignement complémentaire, remise des candidatures et des offres.....*) seront effectués via la plateforme de dématérialisation : <https://marches.cinor.fr>

Date limite de remise des candidatures et des offres :

Initialement prévue le 31 JUILLET 2025 à 12h00 (heure locale) EST REPORTEE :

- **AU 07 AOÛT 2025 à 12h00 (heure locale) POUR LES LOTS 1 & 3**
- **AU 14 AOÛT à 12h00 (heure locale) POUR LE LOT 2.**

DIRECTION DES MOBILITES

MISSION TCSP BAOBAB

AVRIL 2025 V1

SOMMAIRE

ARTICLE 1. INFORMATIONS GENERALES	4
ARTICLE 2. OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 3. CONDITIONS GENERALES DU MARCHE	4
3.1 Étendue et mode de la consultation	4
3.2 Nomenclature CPV	4
3.3 Habilitations	4
3.4 Nature des prix	4
3.5 Décomposition en lots et en tranches	5
3.5.1 Allotissement	5
3.5.2 Décomposition en tranches	5
3.6 Garantie décennale	6
3.7 Montants estimatifs des travaux	6
3.8 Sous-traitance	6
3.9 Pièces remises aux candidats (pièces constitutives du dossier de consultation)	6
ARTICLE 4. VARIANTE	7
ARTICLE 5. DUREE DU MARCHE - DELAIS D'EXECUTION	7
ARTICLE 6. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
6.1 Dossier de candidature	7
6.1.1 Pour l'appréciation de la capacité économique et financière :	7
6.1.2 Pour l'appréciation de la capacité technique et professionnelle :	7
6.2 Dossier d'offre	8
6.3 CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	9
6.3.1 Dématérialisation	9
6.3.2 Copie de sauvegarde	9
6.3.3 Signature de l'offre	9
ARTICLE 7. CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES	11
7.1 Critères de jugement des offres	11
7.2 Règles de participation et d'attribution	12

7.3	Règles de correction en cas d'erreur constatée	12
ARTICLE 8. AUTRES INFORMATIONS		13
8.1	Personnes à contacter pour tous renseignements	13
8.2	Date et heure limite de remise des plis	13
8.3	Pièces à remettre par l'attributaire uniquement	14
8.4	Procédures de recours	14

ARTICLE 1. INFORMATIONS GENERALES

Nom et adresse de la Personne Publique et Personnel habilitée à donner les renseignements (art. R2191-60 et suivants du Code de la Commande Publique) : M. le Président de la Communauté Intercommunale du Nord de La Réunion (C.I.N.O.R.)

Adresse : 3, rue de la Solidarité, CS 61025 - 97495 Sainte-Clotilde Cedex - Ile de La Réunion, France

Point de contact : Service des Marchés et des Contrats, 2^{ème} étage - Tél. : 02 62 92 34 24 - Fax : 02 62 92 53 87 - Email : achat.marche@cinor.org

Durée de validité des offres : cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la **mission de Maîtrise d'œuvre VRD pour les infrastructures dédiées à l'opération BAOBAB sur le territoire de la CINOR**

ARTICLE 3. CONDITIONS GENERALES DU MARCHÉ

3.1 Étendue et mode de la consultation

Le présent marché est lancé selon la procédure d'appel d'offres ouvert (**articles R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique**).

3.2 Nomenclature CPV

- 71000000-8 : Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection ;
- 71200000-0 : Services d'architecture ;
- 71300000-1 : Services d'ingénierie ;
- 71310000-4 : Services de conseil en matière d'ingénierie et de construction ;
- 71311300-4 : Services de conseil en matière d'infrastructure ;
- 71322000-1 : Services de conception technique pour la construction d'ouvrages de génie civil ;
- 71420000-8 : Services d'architecture paysagère ;
- 71332000-4 : Services d'ingénierie géotechnique

3.3 Habilitations

Pour le seul lot 3 :

Informations relatives à la profession : La participation est réservée à une profession particulière : oui. Profession : Uniquement pour le LOT 3, une partie des prestations (établissement projet architectural faisant l'objet de la demande de permis de construire) qui sera assurée par un architecte selon l'art 3 de la loi no 77-2 du 03.01.1977 sur l'architecture et l'art L421-1 du code de l'urbanisme

3.4 Nature des prix

Le marché est à prix global et forfaitaire. Ledit prix est révisable. (cf. article 7 du CCAP)

3.5 Décomposition en lots et en tranches

3.5.1 Allotissement

Le marché est constitué de trois (3) lots géographiques :

- Lot n°1 : mission de maîtrise d'œuvre pour le pilotage des études et travaux, sur la section « Rue de la Source / PEM du Chaudron »
- Lot n°2 : mission de maîtrise d'œuvre pour le pilotage des études et travaux, sur la section « PEM du Chaudron / PEM de Duparc »
- Lot n°3 : mission de maîtrise d'œuvre pour le pilotage des études et travaux, sur la section « PEM de Duparc / PEM de Quartier Français »

3.5.2 Décomposition en tranches

LOT 1 :

- TF : AVP + PRC + ASC + SYN + GEO
 - Secteur 1 « Source <-> Petit marché » : AVP = 5 mois
 - Secteur 2 « Mal Leclerc <-> Butor » : AVP = 5 mois
 - Secteur 3 « Butor <-> Aquanor » : AVP = 4 mois
 - Secteur 4 « Aquanor <-> Chaudron » : AVP = 3 mois
- TO1 Secteur 1 « Source/Paris/Ste Anne/Guyon/Petit Marché » PRO + ACT + VISA + DET + AOR + OPC (80 mois)
- TO2 Secteurs 2 et 3 « PRUNEL » PRO + ACT + VISA + DET + AOR + OPC (82 mois)
- TO3 Secteur 4 « TASSIGNY » : PRO + ACT + VISA + DET + AOR + OPC (83 mois)

LOT 2 :

- TF : AVP + PRC + ASC + SYN + GEO (74 mois)
 - Secteur 1 « Roger PAYET » : AVP = 4 mois
 - Secteur 2 « RN102 <-> Rte Rivière des Pluies » : AVP = 5 mois
 - Secteur 3 « RN6 <-> Roland GARROS » : AVP = 4 mois
 - Secteur 4 « ZAA LAGOURGUE » : AVP = 3 mois
- TO1 Secteur 1 « Roger PAYET » : PRO + ACT + VISA + DET + AOR + OPC (70 mois)
- TO2 Secteur 2 « RN102/Pont Chadron » : PRO + ACT + VISA + DET + AOR + OPC (69 mois)
- TO3 Secteur 2 « RN102-Rte Rivière des Pluies » : PRO + ACT + VISA + DET + AOR + OPC (69 mois)
- TO4 Secteur 3 « RN6-Roland GARROS » : PRO + ACT + VISA + DET + AOR + OPC (70 mois)
- TO5 Secteur 4 « ZAA LAGOURGUE » : PRO + ACT + VISA + DET + AOR + OPC (71 mois)
- TO6 Secteur « Franchissement ravine du Chaudron » : PRO + ACT + VISA + DET + AOR + OPC (69 mois)
- TO7 Secteur 2 « RN 102 – Bd du Chaudron » : PRO + ACT + VISA + DET + AOR + OPC (69 mois)

- TF : AVP + PRC + ASC + SYN + GEO + SUR
 - Secteur 1 « Pépinière/La Mare » : AVP = 5 mois
 - Secteur 2 « Ste Marie - Centre-ville » : AVP = 5 mois
 - Secteur 3 « Ste Marie - La Réserve » : AVP = 3 mois
 - Secteur 4 « Ste Suzanne - Centre-ville » : AVP = 4 mois
 - Secteur 5 « Ste Suzanne - Bel-Air » : AVP = 4 mois
 - Secteur 6 « Ste Suzanne - La Marine » AVP = 5 mois
 - Secteur 7 « Ste Suzanne - Quartier-Français » : AVP = 5 mois
 - Secteur 8 « Intersecteurs » : AVP = 2 mois
- TO1 Secteur 1 « Pépinière/La Mare » : PRO+ACT+VISA+DET+AOR+OPC (68 mois)
- TO2 Secteur 2 « Ste Marie - Centre-ville » : PRO+ACT+VISA+DET+AOR+OPC (68 mois)
- TO3 Secteur 3 « Ste Marie - La Réserve » : PRO+ACT+VISA+DET+AOR+OPC (70 mois)
- TO4 Secteur 4 « Ste Suzanne - Centre-ville » : PRO+ACT+VISA+DET+AOR+OPC (68 mois)
- TO5 Secteur 5 « Ste Suzanne - Bel-Air » : PRO+ACT+VISA+DET+AOR+OPC (70 mois)
- TO6 Secteur 6 « Ste Suzanne - La Marine » : PRO+ACT+VISA+DET+AOR+OPC (68 mois)
- TO7 Secteur 7 « Ste Suzanne - Quartier Français » : PRO+ACT+VISA+DET+AOR+OPC (68 mois)
- TO8 Secteur 8 « Intersecteurs » : PRO+ACT+VISA+DET+AOR+OPC (72 mois)

3.6 Garantie décennale

Cf. 8.3 Pièces à remettre par l'attributaire uniquement

3.7 Montants estimatifs des travaux

Sections	Montants estimés des travaux
Lot n°1 - Section 1 « Source/Chaudron »	18 900 000,00 € HT
Lot n°2 - Section 2 « Chaudron/Duparc »	22 300 000,00 € HT
Lot n°3 - Section 3 « Duparc/Quartier Français »	16 800 000,00 € HT

3.8 Sous-traitance

Les conditions de recours à la sous-traitance sont précisées **aux articles R.2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique et à l'article L.2193-3 du Code de la Commande Publique** : ATTENTION, LA SOUS-TRAITANCE EST INTERDITE POUR DE LA FOURNITURE, SAUF SI LE MARCHÉ COMPORTE DES PRESTATIONS DE SERVICES OU DES TRAVAUX DE POSE OU D'INSTALLATION)

3.9 Pièces remises aux candidats (pièces constitutives du dossier de consultation)

Le Dossier de consultation des entreprises (DCE) est constitué des documents suivants, mis à la disposition de l'ensemble des candidats :

- Le formulaire DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration capacités)
- Le présent règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) (si le marché est alloti : un acte d'engagement par lot est remis) et ses annexes ;

- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.

ARTICLE 4. VARIANTE

Les variantes ne sont pas autorisées. En cas de variante présentée, celle-ci sera écartée. Seule l'offre de base sera analysée, à condition d'être bien dissociée de la variante.

ARTICLE 5. DUREE DU MARCHÉ - DELAIS D'EXECUTION

Cf. dispositions de l'avis d'appel public à concurrence et à l'article 4 de l'acte d'engagement.

ARTICLE 6. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidats produiront un dossier complet rédigé en langue française (et en euros).

Les dossiers transmis par les candidats comportent une enveloppe contenant les renseignements relatifs à leur candidature ainsi que les pièces relatives à l'offre, telles qu'énumérées ci-après.

6.1 Dossier de candidature

A. Lettre de candidature (ou formulaire DC1) renseignée, comprenant la déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas d'exclusion mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 ou aux articles L.2141-7 à L.2141-10 du Code de la Commande Publique, et notamment qu'il est en règle au regard des dispositions des articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du Travail.

B. Un justificatif d'inscription au registre du commerce ou de la profession (ou numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R.2143-13 du Code de la Commande Publique), ou récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription, ou équivalent.

6.1.1 Pour l'appréciation de la capacité économique et financière :

C. Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles, en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

NB : si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements demandés, il est autorisé à prouver sa capacité par tout autre moyen considéré comme approprié par l'Entité Adjudicatrice. Par exemple : attestation d'assurances pour risques professionnelles, garanties bancaires, bilans prévisionnels, etc.

6.1.2 Pour l'appréciation de la capacité technique et professionnelle :

D. Déclaration du candidat indiquant les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pendant les 3 dernières années ;

E. Déclaration indiquant les moyens matériels dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;

F. Présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de service sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

G. Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique ou des cadres de l'entreprise, et, notamment, des responsables de prestations de service de même nature que celle du présent marché.

H. Les certificats de qualification professionnelle (*OPQIBI, QUALIBAT ou équivalent*), établis par des organismes indépendants. Dans ce cas, l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du présent marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

En cas de groupement, l'ensemble des cotraitants fournira obligatoirement l'intégralité des pièces demandées et énumérées ci-avant.

Critères objectifs de participation : les candidatures complètes seront évaluées au regard de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle ainsi que la capacité financière, technique et professionnelle du candidat (notamment il sera apprécié le caractère probant des références présentées ainsi que la correspondance entre les moyens [financiers, humains et matériels] du candidat et les besoins exprimés dans le cahier des clauses techniques particulières).

L'Entité Adjudicatrice accepte que le candidat présente sa candidature dans les conditions posées à **l'article R.2143-4 et les articles R.2143-13 et R.2143-14 du Code de la Commande Publique** :

IMPORTANT

1/ Conformément aux dispositions de **l'article R.2143-4 du Code de la Commande Publique**, l'Entité Adjudicatrice accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission Européenne établissant le formulaire type pour le DUME, reprenant les documents ou renseignements de candidature réclamés ci-dessus.

2/ Conformément aux dispositions des articles R.2143-13 et R.2143-14 du Code de la Commande Publique, les candidats sont informés qu'ils sont dispensés de produire les documents ou renseignements sur la candidature (par exemple sur le chiffre d'affaires, les références professionnelles, les effectifs, les moyens matériels, le **justificatif d'inscription au registre du commerce ou de la profession**, etc.) à condition :

- Soit que la CINOR puisse obtenir directement des documents ou renseignements par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique. Les candidats doivent alors faire figurer dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et l'accès à ceux-ci doit être gratuit pour la CINOR,
- Soit que les documents et renseignements aient déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et demeurent valables (il appartient alors aux candidats de vérifier que ces documents ou renseignements fournis antérieurement sont encore valables).

6.2 Dossier d'offre

Le dossier d'offre est constitué :

- A. De l'acte d'engagement (propre de chaque lot) dûment complété (si le candidat se présente en groupement conjoint, l'offre du candidat indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter) ;**
- B. les annexes à l'acte d'engagement ;**
- C. Du mémoire technique argumentaire du candidat répondant aux critères et sous-critères tels que précisés au présent règlement de consultation.**

Les personnes morales sont tenues d'indiquer dans leurs offres les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de l'exécution de la prestation. Ces éléments d'information font partie de l'appréciation du critère Valeur technique.

Les documents remis par l'Entité Adjudicatrice, à l'exception de ceux visés ci-dessus, ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par la Personne Publique font foi.

Tout dossier incomplet sera rejeté (en particulier, tous les prix demandés doivent être renseignés).

La Personne publique se réserve le droit de se faire communiquer les sous détails des prix unitaires ou les décompositions des prix forfaitaires qu'elle estimera nécessaires lors de l'examen des offres.

NB 1 : Si un mémoire technique est réclamé ci-avant, le mémoire est contractuel dans son ensemble

NB 2 : Dans le cas uniquement où une ou plusieurs variantes sont admises pour le(s) lot(s) ou le marché concerné(s) tels qu'indiquées à l'article 2.3 du présent règlement de consultation, les candidats pourront remettre un dossier particulier complet « offre variante » par variante proposée, comprenant l'ensemble des pièces au 7.1.2 du présent article.

Dans le cas où les variantes sont autorisées et dans le cas où le candidat choisira de remettre une offre de base et une ou plusieurs offres en variante, le candidat pourra remettre :

- Des mémoires techniques argumentaires communs pour la solution de base et la solution en variante pour tous les cas où il y a identité de dispositions entre les solutions.
 - et un additif « variante » aux mémoires précités de nature à étayer dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux en fonction de la variante considérée.
- Il est bien précisé :
- Le candidat peut remettre uniquement une offre de base et n'est pas obligé de remettre une ou plusieurs offres en variante
 - le candidat peut remettre uniquement une ou plusieurs offres en variante sans déposer obligatoirement une offre de base.
 - Enfin, il peut remettre une offre de base et une (ou plusieurs) offre(s) en variante

6.3 CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

6.3.1 Dématérialisation

Les candidats devront faire parvenir leurs plis contenant les pièces énumérées aux articles 6.1 et 6.2 ci-dessus, rédigés en langue française et l'offre formulée en euros, **au plus tard avant la date et heure indiquée en page de garde du présent règlement de consultation.**

Il est spécifié aux candidats que leur candidature et leur offre doivent être transmises **uniquement par voie électronique** :

- Sur le site www.cinor.re, rubrique Marchés publics en cours (cliquer sur l'action « accéder à la consultation »),
- Ou sur le lien direct : <https://marches.cinor.fr> (plis à déposer sur l'affaire en question).

Les modalités de dépôt des plis par voie électronique sont précisées dans le formulaire d'aide aux entreprises pour la dématérialisation disponible sur le site <https://marches.cinor.fr>, rubrique « Aide ».

Important : pour éviter des anomalies, le candidat doit s'assurer qu'il respecte les prérequis ainsi que les consignes contenues dans le formulaire en ligne d'aide aux entreprises pour la dématérialisation.

Les documents transmis par les soumissionnaires à la Personne Publique devront obligatoirement être aux formats textes, ou tableaux, ou PDF (et compatibles pour une lecture sur un matériel type PC).

6.3.2 Copie de sauvegarde

Le candidat qui effectue une transmission de sa candidature et de son offre par voie électronique peut, parallèlement, transmettre, à **titre de copie de sauvegarde**, les documents de sa candidature et de son offre sur support physique électronique (disque dur, clé USB, etc.) ou sur support papier, à condition de les faire parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde devra être placée dans un pli scellé comportant les mentions lisibles suivantes obligatoires :

- Titre du marché public concerné,
- « COPIE DE SAUVEGARDE ».

Le pli ne pourra être ouvert que dans les conditions prévues à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Attention, la copie de sauvegarde peut également être transmise par voie électronique, conformément aux dispositions du décret n°2022-1683 du 28 décembre 2022.

6.3.3 Signature de l'offre

IMPORTANT : CONCERNANT LA SIGNATURE DU DC1 OU DE L'ACTE D'ENGAGEMENT (qui n'est plus obligatoire au stade du dépôt de l'offre)

Afin de simplifier le dépôt des offres, le Code de la Commande Publique **ne fait plus obligation à l'opérateur économique, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer la candidature et l'offre présentée.**

Le candidat peut signer le DC1 et l'acte d'engagement dès la remise de son offre s'il le souhaite. **En tout état de cause, la signature du DC1 et de l'acte d'engagement ne sera exigée qu'au terme de la procédure du seul candidat déclaré attributaire.**

L'attributaire sera invité à signer électroniquement uniquement l'acte d'engagement et à le déposer sur la plateforme de dématérialisation. La signature électronique devra être conforme aux prescriptions annoncées dans l'arrêté du 12 avril 2018 portant sur la signature électronique, et notamment permettre la procédure de

vérification de la signature constatée par un contrôle fonctionnel qui portera au minimum sur les points suivants :

- Identité du signataire ;
- Appartenance du certificat de signataire à l'une des catégories de certificats mentionnées à l'article 2 de l'arrêté du 12 avril 2018 (à savoir être conforme au règlement « Eidas » imposé par la réglementation européenne) ;
- Respect du format de signature mentionné à l'article 3 de l'arrêté du 12 avril 2018 (les formats de signature sont XAdES, CAdES ou PAdES tels que mentionnés aux articles 1 et 2 de la décision d'exécution (UE) n°2015/1506 de la Commission Européenne du 8 septembre 2015) ;
- Caractère non échu et non révoqué du certificat à la date de la signature (attention au délai de validité du certificat délivré habituellement pour une année) ;
- Intégrité du document signé.

Dans le cas où l'attributaire ne disposerait pas dans le délai imparti par la personne publique d'un certificat de signature électronique valide pour signer l'acte d'engagement, il sera autorisé à remettre ledit document signé de manière manuscrite par voie papier *(une fois l'entrée en vigueur prochaine de l'arrêté imposant obligatoirement la signature électronique, les dispositions du précédent alinéa ne s'appliqueront plus, et l'absence de remise de l'acte d'engagement signé conformément à l'arrêté du 12 avril 2018, dans le délai imparti entraînera le rejet de l'offre)*

En tout état de cause, l'absence de remise du DC1 signé et de l'offre signée électroniquement *(ou à défaut de manière manuscrite par voie papier jusqu'à l'entrée en vigueur prochaine de l'arrêté imposant la signature électronique)*, dans le délai imparti par la Personne publique, entraînera le rejet de l'offre.

De même, l'absence de remise de tous les documents justificatifs demandés à l'article 8.3 du présent règlement de consultation, dans le délai imparti par l'Entité Adjudicatrice, entraînera le rejet de l'offre.

ARTICLE 7. CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

L'appréciation des offres se fera comme suit.

7.1 Critères de jugement des offres

Les offres font l'objet d'un classement en fonction de la note totale obtenue par chaque soumissionnaire au regard de l'addition des points attribués pour chacun des critères de jugement pondérés suivants :

- Valeur Prix : 35%
- Valeur Technique : 45%
- Valeur RSE : 20%

CRITERE	SOUS-CRITERE	POINTS
Valeur Prix 35%	<p>Sur la base de l'acte d'engagement, le candidat sera évalué à travers la somme du montant total des prestations indiquées dans le CCTP, missions de base et missions complémentaires.</p> <p>L'offre financière la moins-disante se verra attribuer 35 points.</p> <p>Les autres soumissionnaires se verront attribuer une note selon la formule suivante :</p> <p>$N = 35 \times (\text{offre la moins-disante} / \text{offre du soumissionnaire concerné})$</p>	/35 points
	<p>La méthodologie proposée pour l'exécution des missions normalisées et complémentaires et démontrant la compréhension de l'interface avec les différents intervenants du projet. Le candidat fournira également des exemples types de livrables. Ce sous-critère sera également jugé sur la cohérence globale de la proposition technique du candidat et de sa cohérence par rapport au besoin exprimé. Il sera aussi jugé la pertinence des prestations attendues.</p>	/15 points
	<p>L'organisation, les qualifications et expériences du personnel assigné à l'exécution du marché. Le candidat présente les personnes dédiées à l'exécution du marché (Directeur de projet nommé désigné à l'acte d'engagement, équipe projet, etc.). en joignant les CV.</p>	/15 points
	<p>L'analyse critique du programme, du coût et du calendrier permettant de proposer des améliorations. Cette analyse sera complétée par une proposition d'allotissement et de phasage des travaux</p>	/15 points
Valeur RSE 20%	<p><i>Presentation de la démarche RSE (Responsabilité sociétale de l'entreprise) en lien avec les conditions d'exécution du marché, conformément aux attentes précisées ci-après :</i></p>	
	<p>Engagements pour une conception durable : Le candidat présente les mesures prises pour la conception et la réalisation des ouvrages du programme afin de réduire leur empreinte sur l'environnement (compensation carbone, matériaux biosourcés, construction passive, autonomie énergétique, ...).</p>	/15 points
	<p>Les mesures prises pour limiter l'impact environnemental de sa prestation pour toute la durée du marché (<i>mobilité décarbonée, visioconférence, usage de logiciel économes en énergie, méthodes innovantes...</i>). Le candidat est invité à étayer les mesures par tout élément de preuve permettant de justifier les propositions</p>	/3 points
	<p>Les engagements sociaux au regard des mesures prises pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - remplir les engagements de la clause d'insertion sociale (<i>Encadrement technique et tutorat proposé pour les personnes en insertion ou en stage, Dispositif de formation proposé pour les personnes en insertion ou en stage</i>) – 01 points - vérifier et contrôler les engagements des entreprises de travaux en matière de lutte contre le travail dissimulé – 01 points 	/2 points

Classement : La note globale attribuée à l'offre sera calculée comme suit :

Note Finale = Note Prix + Note Technique + Note RSE

L'offre économiquement la plus avantageuse est celle dont la note globale est la plus élevée.

NB1 : Pour le marché, et dans le cas où la valeur technique/performance environnementale (ou RSE) est un critère de jugement des offres, un sous-critère de la valeur technique/performance environnementale, non renseigné par le candidat se traduira par la note de 0 (zéro). Plus les éléments par sous-critère seront détaillés et pertinents, meilleure sera la note. En cas de non-renseignement de l'ensemble des sous-critères de la valeur technique, l'offre sera éliminée car équivaudra à l'absence de remise d'un mémoire technique. De même, en cas de non-renseignement de l'ensemble des sous-critères de la performance environnementale ou RSE (si ce dernier est érigé en critère), l'offre sera éliminée dans son ensemble.

NB2 : Pour la formule de notation du critère prix, si le prix est un critère de jugement et si un prix égal à zéro euro est proposé par un candidat et que son offre n'est pas éliminée pour cause d'offre anormalement basse non justifiée, il sera ajouté, pour la comparaison des offres de prix, +1 (un) euro à chacun des offres comparées (et donc +1 (un) au numérateur et au dénominateur de la formule de notation du prix).

7.2 Règles de participation et d'attribution

IMPORTANT : MODALITES PARTICULIERES D'ATTRIBUTION DES LOTS (LIMITATION DU NOMBRE MAXIMAL DE LOTS POUVANT ETRE ATTRIBUES A UN MEME SOUMISSIONNAIRE :

En application de l'article R.2113-1 du code de la commande publique, l'acheteur public précise **qu'un même soumissionnaire ne pourra se voir attribuer qu'au maximum 1 lot.**

La procédure se déroulera de la façon suivante :

- chaque soumissionnaire pourra répondre (s'il le souhaite), sur tous les lots ;
- la personne publique classera, pour chacun des lots, les soumissionnaires ayant remis une offre régulière, appropriée et acceptable, par application des critères retenus et pondérés comme ci-avant. Le candidat le mieux-disant au regard des critères pondérés sera classé 1er.
- si un soumissionnaire est mieux-disant sur un nombre de lots supérieurs au nombre maximal de lots pouvant être attribués à un même candidat, il se verra attribuer le(s) lot(s) le(s) plus important(s) en termes de montant proposé par celui-ci (règle d'attribution).

NB 1 : si par extraordinaire, la règle d'attribution ci-dessus est inopérante pour limiter le nombre maximal de lots pouvant être attribués à un même soumissionnaire, mieux-disant sur un nombre de lots supérieurs au nombre maximal de lots pouvant être attribués à un même candidat, se verra attribuer le(s) lot(s) pour lequel il présentera le plus grand écart (en termes de note globale) avec le candidat classé deuxième. Pour l'(es) autre(s) lot(s) restant à attribuer, il sera procédé à un nouveau classement sans prendre en compte l'offre du soumissionnaire déjà attributaire.

7.3 Règles de correction en cas d'erreur constatée

Le **montant total général de l'offre, réputé intangible, sera considéré comme le résultat de la consultation** et prévaudra sur toute autre indication dans l'offre. S'il est demandé aux candidats de fournir une décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et si la DPGF remise comporte des erreurs de multiplication, d'addition ou de report, la DPGF sera modifiée en conséquence. En cas de refus de correction des erreurs, l'offre pourra être éliminée pour incohérence.

Les montants totaux indiqués éventuellement dans les autres pièces de l'offre seront modifiés en conséquence. L'Entité Adjudicatrice pourra demander au candidat d'effectuer les corrections. En cas de refus de correction des erreurs, l'offre pourra être éliminée pour incohérence.

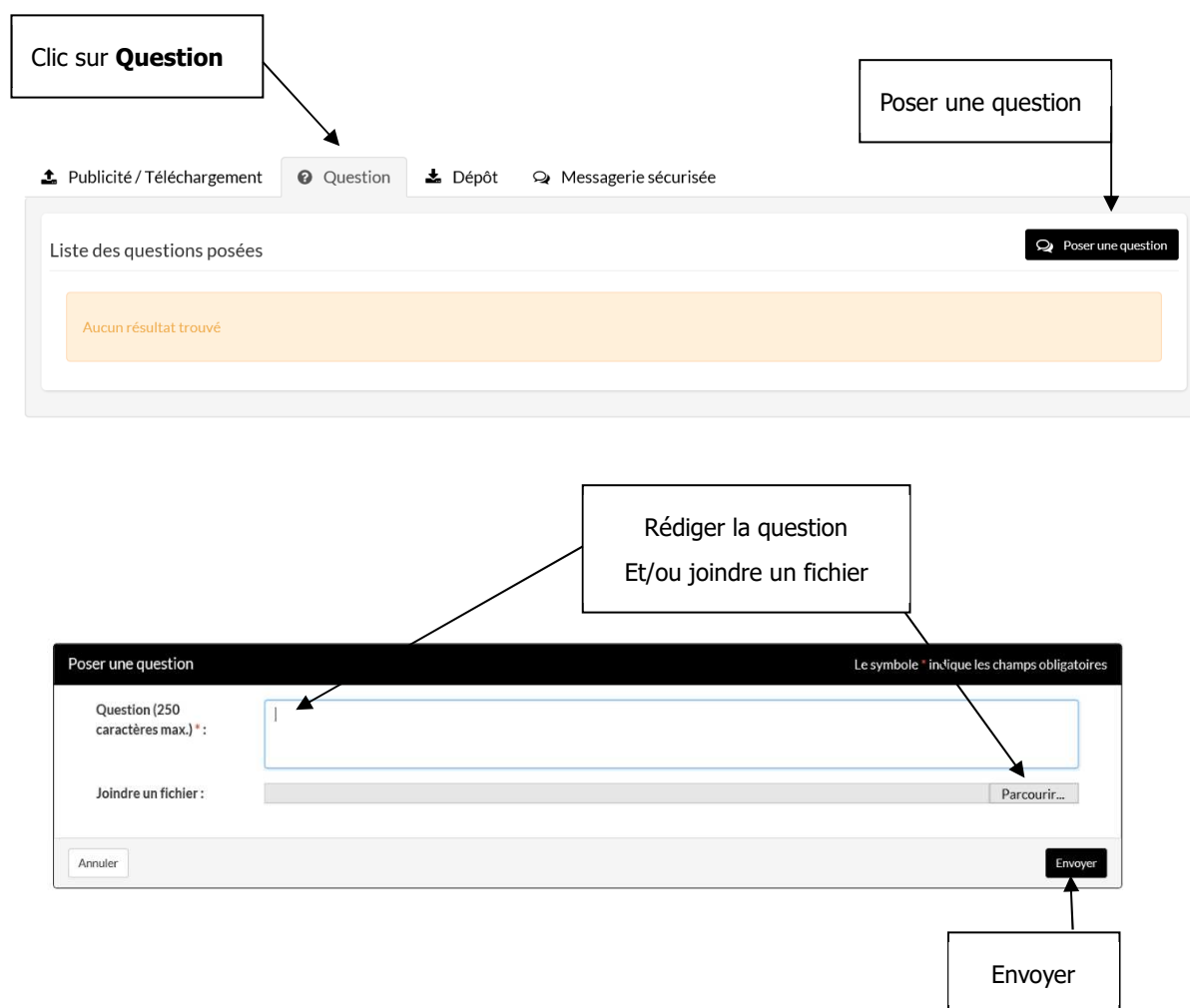
Par dérogation aux règles de principe énoncées ci-dessus, la seule exception qui sera admise au caractère intangible du montant total général est le cas prévu par la jurisprudence du Conseil d'État n°349149, du 21 septembre 2011, où il sera permis à titre exceptionnel de rectifier une erreur purement matérielle, d'une nature telle que nul ne pourrait s'en prévaloir de bonne foi dans l'hypothèse où le candidat verrait son offre retenue.

ARTICLE 8. AUTRES INFORMATIONS

8.1 Personnes à contacter pour tous renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir, au plus tard **12 (douze) jours** avant la date limite de remise des offres, une demande **par voie électronique** (<https://marches.cinor.fr>) et ce en suivant les instructions ci-après :

1. Ouvrir l'affaire concernée sur le site <https://marches.cinor.fr> par la rubrique « Accéder à la consultation » ;
2. Onglet « Question », puis « Poser une question » ;
3. Rédigez votre question dans le cadre « Question (250 caractères max) » ou/et « Joindre un fichier » en cliquant sur « Parcourir » ;
4. « Envoyer ».



The diagram illustrates the process of posing a question on the Cinor platform. It shows a sequence of steps with arrows indicating the flow:

- Step 1:** A box labeled "Clic sur **Question**" points to the "Question" tab in the top navigation bar.
- Step 2:** A box labeled "Poser une question" points to the "Poser une question" button in the top right corner of the "Question" tab.
- Step 3:** A box labeled "Rédiger la question Et/ou joindre un fichier" points to the text input field and the "Parcourir..." button in the "Poser une question" form.
- Step 4:** A box labeled "Envoyer" points to the "Envoyer" button at the bottom right of the form.

The interface shown includes a top navigation bar with links: "Publicité / Téléchargement", "Question", "Dépôt", and "Messagerie sécurisée". The "Question" tab is active, showing a "Liste des questions posées" section with a message "Aucun résultat trouvé". The "Poser une question" form contains a text area for the question (250 characters max), a file upload section with a "Parcourir..." button, and "Annuler" and "Envoyer" buttons at the bottom.

Une réponse sera ensuite transmise à tous les candidats, au plus tard **6 (six) jours** avant la date limite de remise des offres.

8.2 Date et heure limite de remise des plis

La date et heure limite de réception des candidatures et des offres est celle fixée en page de garde du présent règlement de consultation.

Les plis parvenus hors délais ne seront pas retenus, sauf dans l'hypothèse où l'Entité Adjudicatrice dispose d'éléments tangibles montrant que le pli électronique a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis et si la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais.

8.3 Pièces à remettre par l'attributaire uniquement

Conformément aux dispositions de **l'article R.2143-6 et suivants du Code de la Commande Publique**, il est précisé qu'il ne pourra être exigé que du seul candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché qu'il justifie ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner, et notamment les documents justificatifs et moyens de preuve mentionnés **aux articles R.2143-6 et suivants du Code de la Commande Publique**.

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché fournira le justificatif des pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat. Une simple attestation sur l'honneur de la personne déclarant être habilitée à engager le candidat ne sera pas acceptée. Le justificatif devra être probant (par exemple, statuts ou mandat, etc.).

En cas de groupement, le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation. Si une forme juridique est imposée dans l'avis d'appel public à concurrence ou le présent règlement de la consultation, au stade de l'attribution le groupement devra revêtir cette forme.

L'habilitation doit être valable et émaner d'une personne habilitée à engager le co-traitant (fournir le justificatif de pouvoir également).

- Attestations d'assurance :

Les candidats sont informés que préalablement à la signature du marché, l'Entité Adjudicatrice réclamera à l'attributaire une attestation justifiant de la souscription d'une assurance de responsabilité décennale (cf. article • du RC) couvrant les responsabilités résultant des principes posés par les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil, et comprenant les mentions minimales fixées par l'article A243-3 du code des assurances.

Le coût total prévisionnel de la construction déclaré par le Maître de l'ouvrage s'élève à :

- Pour le lot 1

Sans objet

- Pour le lot 2

Ouvrages d'art de la Ravine du Chaudron et Triolet :

8 500 000,00€ HT, soit 9 222 500,00 € TTC (TVA = 8,5 %).

- Pour le lot 3

Passerelle « Pépinière », structures et locaux d'exploitation au PEM de Quartier Français :

3 750 000,00€ HT, soit 4 068 750,00 € TTC (TVA = 8,5 %)

En cas de refus de produire ces documents ou de production de documents non valables, l'offre sera éliminée.

8.4 Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Saint-Denis - La Réunion

27 rue Félix Guyon,

CS 61 107

97404 Saint-Denis Cedex

Tél : 02 62 92 46 60

Télécopie : 02 62 92 43 62

Courriel : greffe.ta-reunion@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://la-reunion.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.